



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction interministérielle de l'animation territoriale**

Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE N° 41-2026-05-22-00001

**mettant à jour les prescriptions applicables à l'établissement de fabrication de
pâtisseries industrielles par la société ST MICHEL CONTRES,
Zone industrielle – 2, boulevard de l'industrie – 41700 Le Controis-en-Sologne**

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

- Vu** le code de l'environnement, notamment les livres I et V ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;
- Vu** le décret du 23 juillet 2025 du Président de la République portant nomination de M. Joseph ZIMET, préfet de Loir-et-Cher à compter du 25 août 2025 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2011039-0016 du 08 février 2011 autorisant d'exploiter une usine de fabrication de pâtisseries industrielles par la société ST MICHEL CONTRES, zone industrielle 41700 Contres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 41-2025-08-25-00002 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;
- Vu** l'arrêté municipal d'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques dans le système public d'assainissement n° 079 / 2024 / CO du 25 mars 2024 ;

Vu le dossier de réexamen IED datant du 14 janvier 2021 déposé à la préfecture du Loir-et-Cher par l'exploitant de l'établissement ST MICHEL CONTRES implanté zone industrielle, 2 boulevard de l'industrie – 41700 Le Controis-en-Sologne ;

Vu le dossier de porter à connaissance datant du 14 octobre 2025 déposé à la préfecture du Loir-et-Cher par l'exploitant de l'établissement ST MICHEL CONTRES implanté zone industrielle, 2 boulevard de l'industrie – 41700 Le Controis-en-Sologne ;

Vu le rapport d'instruction du 20 avril 2026 de l'inspection des installations classées de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant le 27 avril 2026 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 4 mai 2026 sur le projet d'arrêté et ceci dans le délai de 15 jours qui lui était imparti ;

Considérant que les dossiers de réexamen IED et de porter à connaissance justifient du respect des prescriptions des arrêtés ministériels susvisés, ce qui garantit la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet de modification de la valeur du volume d'activité, de la rubrique 1510, n'est pas une modification substantielle des conditions d'exploitation de l'établissement ;

Considérant que la rubrique 1185 déclarée comme nouvelle activité ne modifie en rien les conditions d'exploitation de l'établissement ;

Considérant que les modifications portées par le porter à connaissance sont jugées notables mais non substantielles ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, les modifications demandées n'entraîneront ni dangers ni inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le présent arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courrier du 24 avril 2026 reçu le 27 avril 2026, et que celui-ci a présenté les observations suivantes :

« – Retirer de la rubrique 2910 la puissance thermique des fours de l'ordre de 9 MW entrant dans la cuisson des matières entrantes ;

– Modifier l'astérisque de l'article 7.2, en ne mentionnant que l'autorisation de dépassement du flux maximal pour 10 % des valeurs mesurées ; »

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – Objet

La société SAS ST MICHEL CONTRES, SIRET n° 500 144 803 000 11, située Zone Industrielle, 2 boulevard de l'Industrie, Le Controis-en-Sologne (41700), est autorisée à poursuivre ses activités de fabrication de pâtisseries industrielles dans cette même commune.

ARTICLE 2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2011039-0016 du 08 février 2011 susvisé est modifié comme suit :

Rubrique	Intitulé	Volume d'activité	Régime
3642.3a	Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux : 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10	168 t/j	A
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes : A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudières : 1,2 MW	DC
2925.1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	84 kW	D
1530.2	Dépôts de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues : Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	3 000 m³	D
1510.2.b	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	125 000 m³	E

Rubrique	Intitulé	Volume d'activité	Régime
1185.2.a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) :</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.</p>	<p>Quantité cumulée : 810,7 kg</p>	DC

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 sont applicables.

ARTICLE 3 : Réglementation applicable à l'établissement

Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2017-06-22-0054 du 22 juin 2017 sont abrogées.

Les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2011039-0016 du 08 février 2011 susvisé restent applicables à l'ensemble des installations.

Les installations et le fonctionnement de la société SAS ST MICHEL CONTRES, sont conformes aux dispositions des arrêtés ministériels susvisés ainsi qu'aux dispositions des articles du présent arrêté.

ARTICLE 4 – Prescriptions

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées.

ARTICLE 5 – Modifications des installations

Les installations sont implantées et exploitées sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et conformément :

- au dossier de demande initiale d'autorisation ;
- au dossier de porter à connaissance du 14 octobre 2025 ;
- aux arrêtés ministériels susvisés.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification des installations ou de leur mode d'utilisation doivent être portés à la connaissance du préfet, avant leur réalisation.

ARTICLE 6 – Consommations maximales en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les consommations en eau.

Le prélèvement d'eau total est de 60 000 m³/an maximum.

La consommation journalière maximale est de 280 m³/j.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations mentionnées à l'article 1er, sont soumises en période de sécheresse aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé. L'exploitant doit justifier du volume de référence auquel les réductions sont appliquées.

ARTICLE 7 – Traitement des effluents

L'article 40 de l'arrêté préfectoral n° 2011039-0016 du 08 février 2011 susvisé est modifié comme suit :

ARTICLE 7.1 – Traitement et conditions de rejet des effluents

« Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

Toute révision de l'arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées domestiques dans le système public d'assainissement n° 079 / 2024 /CO du 25 mars 2024 autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement ST MICHEL, dans le système d'assainissement de la commune du Controis-en-Sologne (commune déléguée de Contres) – remettant en cause les caractéristiques de rejet définies à l'article 7, devra être signalée à l'inspection des installations classées et entraînera la modification du présent arrêté.

ARTICLE 7.2 – Valeurs limites d'émissions

Les eaux usées autres que domestiques rejetées dans le réseau d'assainissement de la commune du Controis-en-Sologne doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- Température inférieure ou au plus égale à + 30 °C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- Débit journalier maximum de 214 m³/jour ;
- Avant raccordement à la station d'épuration communale, les effluents pré-traités respectent les valeurs suivantes :

Paramètres	Concentration (mg/L)	Concentration maximale (mg/L)	Flux journalier (kg/j)	Flux journalier maximal * (kg/j)
DCO	2000	3650	300	430
DBO₅	800	1610	100	170
MES	600	1340	90	130
N_{gl}	75	150	6	8
P_T	18	50	1	2
MEH	80	150	6	10
Agents de surface (anionique, cationique, non ioniques)	5	15	1,5	4,5

* Le flux maximal ne sera autorisé que pour 10 % des valeurs mesurées.

Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.

Toute modification de la convention de rejet devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.3 – Surveillance des effluents rejetés

L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents raccordés. Les mesures d'autosurveillance sont réalisées aux fréquences figurant dans le tableau suivant :

Paramètres	Fréquence d'analyse
Volume journalier	Journalière (en continu)
Température	Journalière (en continu)
pH	Journalière (en continu)
DBO ₅	Mensuelle
DCO	Mensuelle
MES	Mensuelle
Azote global	Mensuelle
Phosphore total	Mensuelle
MEH	Mensuelle

Les mesures de concentrations sont effectuées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures, représentatif du fonctionnement de l'installation, proportionnel au débit, et conservé à basse température (4 °C).

ARTICLE 7.4 – Transmission des données de surveillance

Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservé dans le dossier de l'installation pendant cinq années. Les résultats de l'ensemble des contrôles doivent être tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les résultats de l'ensemble des analyses prescrites par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

ARTICLE 7.5 – Nuisances olfactives

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

ARTICLE 8 – Sanctions pénales et administratives

Les infractions ou l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et/ou administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 – Publicité

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

En vue de l'information des tiers :

- copie du présent arrêté est déposée à la mairie du Controis-en-Sologne et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie du Controis-en-Sologne pendant au moins un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de la maire ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher, pendant au moins quatre mois,
- copie du présent arrêté est adressée au sous-préfet de Romorantin-Lanthenay ;
- copie du présent arrêté est adressée au directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Loir-et-Cher.

ARTICLE 10 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le sous-préfet de Romorantin-Lanthenay, la maire du Controis-en-Sologne et le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Loir-et-Cher, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le **22 MAI 2026**

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général,


Faustin GADEN

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé à M. le ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.
- Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécourse accessible par le site internet www.telerecours.fr